

Les combats se sont intensifiés à Kigali

Les combats se poursuivaient, vendredi 6 mai, à Kigali et à Ruhengeri (Nord-Ouest) entre les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) et les forces gouvernementales, alors que les efforts diplomatiques de la communauté internationale se précipitent pour mettre fin au conflit et aux massacres qui auraient déjà coûté la vie à plus de 100 000 civils. Mardi, les combats à l'arme lourde ont été, selon des témoins à Kigali, les plus violents depuis la reprise de la guerre civile le 7 avril dernier.

NAIROBI

de notre correspondant

Toute la journée du mardi 3 mai, l'armée régulière a pilonné le quartier général du FPR, situé sur une colline de l'Est de la ville et qui résiste depuis un mois aux assauts des Forces armées rwandaises (FAR). En répliquant aux tirs, les rebelles ont touché à plusieurs reprises l'aéroport, encore contrôlé par la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) et blessé quatre « casques bleus ». Devant l'intensité des combats dans la capitale et pour ne pas cautionner par sa présence les massacres qu'elle est impuissante à faire cesser, la MINUAR a retiré les quatre cinquièmes de son contingent de 2 500 hommes chargés de surveiller la mise en application des accords de paix d'Arusha. Il ne reste actuellement à Kigali que 499 « casques bleus », en majorité ghanéens, sénégalais et tunisiens.

La faiblesse de la MINUAR s'est encore illustrée mardi par l'échec de l'évacuation des 300 civils rwandais réfugiés à l'Hôtel des Mille Collines, situé non loin du quartier général des FAR et donc particulièrement

exposé. Des miliciens ont attaqué à la machette le convoi escorté par les « casques bleus » et l'ont forcé à faire demi-tour après avoir blessé sept passagers. Dans la même journée, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a pu toutefois évacuer, « avec la collaboration des autorités civiles et militaires », 350 orphelins de Gisenyi (nord-ouest du Rwanda) vers la ville-frontière zairoise de Goma.

Alors que le FPR consolide son avancée sur la capitale — ses troupes, venues du nord, ont investi la semaine dernière tout le sud-est du pays — les initiatives diplomatiques se multiplient, notamment à Arusha (Tanzanie) où les dirigeants de Dar-es-Salaam tentent à nouveau d'amener les belligérants à négocier. Les contacts informels se poursuivent, mais sans succès jusqu'à présent.

Une volonté commune

La délégation gouvernementale rwandaise présente à Arusha a appelé les dirigeants du FPR à un cessez-le-feu. Mais ces derniers, pour qui la prise de Kigali n'est qu'une question de jours, répliquent que cela ne permettrait qu'aux forces régulières de poursuivre leurs massacres et « protégerait les assassins ». Le FPR rejette également la proposition du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, d'envoyer une force de paix de l'ONU en estimant que « la communauté internationale ne peut arrêter les massacres. Seuls les Rwandais peuvent le faire ».

Sans une volonté commune aux deux camps d'arrêter les combats, toute initiative extérieure est vouée à l'échec. C'est l'avis du ministre français des affaires étrangères, pour qui un cessez-le-feu est « la condition sine qua non d'une intervention efficace de la communauté internationale ». Alain Juppé insiste également pour que la force multinationale que le Conseil de sécurité pourrait décider d'envoyer au Rwanda ne soit pas exclusivement africaine, car « l'ONU ne peut s'exonérer de sa responsabilité ».

JEAN HÉLÈNE

LE MONDE

7 MAI 1994